

## ***Visite M. John Holmes, Secrétaire Général Adjoint aux Affaires Humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, au Niger du 26 au 28 au Niger***

### **Revue de presse**

Plusieurs médias nationaux (Télévisions, presse et radio) se sont fait l'écho de la visite de travail au Niger du Secrétaire général Adjoint de l'ONU aux Affaires Humanitaires, Sir John Holmes. La télévision nationale TELE -SAHEL et les télévisions privées : RTT, Radio et Télévision Dounia, canal 3 ont couvert la visite de Sir Holmes au niveau central . Les correspondants de presse étrangère : BBC Français et Haoussa, RFI, Deutsch Weller, AFP, Reuters, ont également produit des reportages.

A l'intérieur de pays, notamment dans la région de Zinder, la visite de terrain de la délégation a fait l'objet d'une large couverture de la part de tous les médias locaux :

- Au niveau de la presse publique les correspondants de l'Office de radio et télévision nationale (ORTN) et de l'office National d'Édition et de Presse (ONEP) ont couvert entièrement les déplacements sur le terrain de Sir Holmes par le biais de la radio et télévision nationale TELE -SAHEL et le quotidien gouvernemental LE SAHEL (voir coupures de presse)
- La presse privée n'est pas en reste : Radio Anfani, Radio privée Shukura, RTT, la Télévision Dounia, les correspondants locaux de la BBC, de la Deutsch Weller et de la Voix de l'Amérique ont assuré la couverture médiatique des visites de terrain et de la conférence de presse animée par Sir Holmes à l'intention des médias locaux.

### **Au niveau central, plusieurs médias ont été associés à la couverture de cet évènement.**

- Presse publique : Les organes de l'ORTN et de l'ONEP ont largement contribué à la médiatisation de la visite (voir coupures de presse pour le Sahel et le Sahel-Dimanche)
- Presse privée : les principaux titres de journaux, notamment : La Roue de l'Histoire, le Républicain, l'Évènement, ont consacré des articles à l'évènement. Les correspondants de presse étrangère (RFI, AFP, Deutsch

Wele, Reuters, BBC, IRIN, New York Times), les principales radios (Anfani, Saraounia, R &M) y ont consacré des reportages, articles et dépêches.

En termes de contenu, tous les médias ont expliqué les raisons du séjour de Sir Holmes au Niger et l'objectif visé. Les deux quotidiens gouvernementaux : le SAHEL et le SAHEL-DIMANCHE ont évoqué dans leurs colonnes la rencontre du Sous Secrétaire avec les plus hautes autorités nigériennes, notamment le Chef de l'Etat et le Premier ministre. La conférence de presse animée par le Sous Secrétaire aux Affaires Humanitaires devant la presse nationale et internationale a également fait l'objet de couverture médiatique. Les médias ont notamment décrit la situation alimentaire et nutritionnelle qui prévaut dans les départements visités (Mirriah et Tanout) les plus touchés par la crise alimentaire et nutritionnelle, tout en mentionnant que Sir John Holmes a accordé une attention particulière aux populations rencontrées affectées par la crise L'échange qu'il a eu avec les élèves et leurs parents, les femmes, les éleveurs et les agriculteurs, a permis au Sous Secrétaire de mesurer l'ampleur de la crise, son impact sur le plan scolaire, sanitaire, alimentaire, nutritionnel et sur le bétail, lit-t-on dans le Sahel.

Parlant des retombées de sa visite, il a interpellé les médias internationaux qui doivent servir de relais pour mobiliser l'aide internationale, écrit l'hebdomadaire. Le journal rapporte que le Sous Secrétaire a affirmé que « *ce ne sera pas facile, ces derniers temps la communauté internationale a été beaucoup plus sollicitée à cause de nombreuses catastrophes.* » Cependant, il s'est dit optimiste quant à la réaction de cette même communauté par rapport à la situation alimentaire au Niger. Concernant la gestion de cette aide qui a été l'objet d'un couac entre les ONGs et le gouvernement nigérien en 2005, M. Holmes a rappelé qu'ils ont en tiré les leçons : « *Nous essayerons d'éviter tout désagrément avec les autorités* » a-t-il dit. M. Holmes a salué au passage la bonne collaboration entre les ONGs et le gouvernement actuel, écrit le journal.

« A la tête d'une importante délégation composée notamment du Représentant résident du PNUD, Coordonnateur du SNU au Niger, Mme Khardiata Lo N'DIAYE, et du ministre de l'Agriculture et de l'élevage, John Holmes s'est rendu à l'intérieur du pays dans les localités de Tanout et de Mirriah ». C'est ce qu'a écrit l'hebdomadaire la Roue de l'Histoire, qui rapporte que M. Holmes a exprimé sa gratitude à l'endroit du gouvernement de la transition qui a fait montre du courage en reconnaissant l'existence de la crise et manifesté sa volonté de coopérer avec la communauté internationale à l'endroit de laquelle il a lancé un appel à l'aide. Le journal ajoute que « N'eût été le changement du régime intervenu, nul ne saurait où serait le pays, dans la mesure où Tandja et sa 6<sup>ème</sup> République feignent d'ignorer la gravité de la situation » D'autres titres ont également abondé dans le même sens.

## **Dépêches et coupures de presse (médias internationaux)**

### ➤ **AFP / Sécheresse au Niger: l'ONU lance une opération pour nourrir le bétail**

DANAGARI — Le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des affaires humanitaires, John Holmes, a lancé mardi une opération de distribution d'aliments pour bétail dans le sud-est du Niger, où les animaux ont commencé à périr à cause de la sécheresse, a constaté l'AFP.

Conduite par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), cette opération a été lancée à Danagari, dans la région de Zinder (sud-est), une des plus touchée par la crise alimentaire qui frappe les hommes et leur bétail au Niger, en raison notamment de la sécheresse qui a durement affecté les récoltes.

"Dans notre zone, les animaux ont commencé à mourir. Si dans quatre ou cinq semaines l'aide n'arrive pas, nos troupeaux seront entièrement décimés", a averti un éleveur, Ardo Dakoro.

Pour aider les éleveurs à sauver au moins une partie de leurs troupeaux, la FAO met à la disposition du gouvernement nigérien près de 9.000 tonnes de blé et des graines de coton à distribuer à 60.000 ménages d'éleveurs "vulnérables", a dit le représentant de l'agence Mustafa Cassama.

De plus, elle va consacrer près de 2.500 tonnes de semences vivrières, 1.000 tonnes d'engrais et 450 millions de FCFA à une opération nommée "Cash for work" (argent contre travail). Il s'agit d'inciter des populations des zones sinistrées à faire des travaux communautaires, pour recevoir en retour de l'argent qui leur permettra d'acheter des vivres.

Pour le cheptel "la situation est très critique et elle s'aggrave de jour en jour", a alerté le gouverneur de Zinder, le colonel Mahamadou Barajé.

Quelque 7,8 millions de Nigériens (plus de la moitié de la population) sont en "état d'insécurité alimentaire", sur quelque 10 millions de personnes "touchées" par la crise au Sahel, selon M. Holmes, arrivé lundi pour une visite de trois jours au Niger.

➤ **RFI/ Niger : les enfants, premières victimes de l'insécurité alimentaire**



Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires le 27 avril 2010 au cours d'une rencontre avec les fermiers à Zinder.  
AFP / Sia Kambou

Par **RFI**

John Holmes, le secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, poursuit sa visite de trois jours au Niger où la crise alimentaire «*ne fait que commencer*» a-t-il averti lundi 26 avril au premier jour de sa visite dans le pays. Les récoltes ont été affectées par la sécheresse et la région de la ville de Zinder (sud-est), est une des plus touchée par la crise alimentaire qui frappe les hommes et leur bétail. Quelque 7,8 millions de Nigériens (plus de la moitié de la population) sont «*en état d'insécurité alimentaire*» selon John Holmes.



27/04/2010 - NIGER

[Le cri d'alarme de l'ONU face à la crise alimentaire au Niger](#)

[Modifier](#)

Damergou, dans la région de Tanout, jadis surnommé le grenier du Niger, est aujourd'hui méconnaissable. Comme l'explique le préfet sortant Davis Adams , « *la situation alimentaire tel que vous la voyez est que le département de Tanout a été déficitaire de plus de 50%, 56 villages ont été déficitaires. Dalli est l'un des plus caractéristiques de ce déficit pluviométrique. Le village a semé trois fois sans obtenir de récoltes* ». N'ayant rien récolté plusieurs villages ont vu leurs enfants admis au centre de récupération nutritionnelle.

Un docteur du centre de Tanout explique : « Ici, on oriente les cas, on les envoie au Centre de Santé Intégré (CSI) où l'infirmier fait le tri. Si ce sont des cas modérés, ils sont pris en charge par le Programme Alimentaire Mondial (PAM). Si les cas sont plus graves, il y a deux cas de figure. Les cas sévères sans maladie seront traités dans la communauté. Les cas sévères avec d'autres complications médicales sont admis au centre de récupération nutritionnelle ».

Cette crise alimentaire a aussi des conséquences sur la scolarisation des enfants, certains élèves sont contraints d'abandonner leur scolarité. Kadri Alla, le directeur d'école de Dalli : « C'est une réalité, quand la situation alimentaire est très critique, les élèves du village abandonnent l'école. L'insécurité alimentaire est responsable de cette rupture de scolarisation. Les problèmes nutritionnels influent également sur le travail scolaire et les résultats des élèves ». Dans la région de Zinder, plus de 19 000 élèves ont ainsi abandonné l'école.

➤ **PressAfrik/Niger : John Holmes reconnaît l'urgence de la crise alimentaire.**



Le secrétaire général adjoint de l'ONU, chargé des affaires humanitaires, a achevé mercredi 28 avril 2010 une visite de trois jours au Niger. Pendant son séjour dans ce pays menacé par la famine, John Holmes s'est rendu en province pour y constater la situation d'«insécurité alimentaire» dans laquelle se trouve la population. À son retour dans la capitale, le diplomate a tiré la sonnette d'alarme et insisté sur la nécessité de l'aide internationale. Après deux jours de visite marathon sur le terrain, le secrétaire général adjoint

des Nations unies, en charge des Affaires humanitaires, John Holmes, est plus que convaincu : face aux populations qui n'ont rien à manger et qu'il a rencontrées dans le fin fond du Niger, il reconnaît la gravité de la situation : «La situation alimentaire est grave à cause de l'absence de récolte ou de très mauvaise récolte dans d'autres endroits. Et la deuxième raison, c'est le manque de fourrage pour les animaux. C'est un double problème et cela signifie qu'il y a beaucoup de populations qui ont faim actuellement, que les animaux ont faim également, et deviennent de plus en plus faibles. Certains meurent déjà.» John Holmes, avocat du Niger auprès des bailleurs de fonds C'est une véritable course contre la montre qui s'engage et John Holmes s'autoproclame «agent de plaidoyer» pour la cause des sinistrés. «Nous avons demandé 130 millions de dollars supplémentaires pour essayer de faire face à cette situation pour le reste de l'année 2010 et moi, je vais me transformer en 'agent de plaidoyer' ... auprès des bailleurs de fonds, auprès de la communauté internationale pour que ces fonds arrivent à temps. Parce que c'est urgent, nous avons besoin des fonds maintenant pour pouvoir agir dans les deux-trois-quatre mois à venir» Il faut espérer que les bailleurs de fonds fassent preuve d'un peu de souplesse pour ce qui concerne l'aide au développement dans les secteurs sociaux, notamment la santé et l'éducation.

## ➤ **NIGER: Au-delà de la**

### **crise – Analyse**

DAKAR, 3 mai 2010 (IRIN) -

Au Niger, la plupart des ONG (organisations non gouvernementales) et des agences des Nations Unies s'accordent à dire que les acteurs humanitaires sont mieux préparés à répondre à la crise de sécurité alimentaire en 2010 qu'en 2005, mais certains disent qu'il existe un risque de répéter les mêmes erreurs en matière de partage de l'information, de planification de réponses adaptées, et de mobilisation rapide des fonds.

« Il y a des similarités avec 2005, auxquelles les bailleurs et la communauté humanitaire doivent prêter attention afin d'éviter une catastrophe en 2010 », a averti CARE, une ONG travaillant en faveur de l'éradication de la pauvreté, dans un communiqué daté du 26 avril.

### **Progrès**

Le gouvernement a déclaré, le 11 mars, un état d'insécurité alimentaire critique et lancé un appel à une assistance internationale, ce qui a facilité la mobilisation des agences et des bailleurs, a dit Clare Sayce, de CARE International. IRIN a interrogé plusieurs agences des Nations Unies, ONG internationales et bailleurs à Niamey, la capitale du Niger, au sujet de la gestion de la crise.

La situation a changé depuis 2005 : les acteurs humanitaires sont plus nombreux à être déjà présents sur le terrain ; des systèmes d'alerte précoce et de partage de l'information sont utilisés ; des programmes à long terme visant à aider les communautés à se relever de la crise sont en place depuis 2005 ; le gouvernement est plus engagé et prêt à accepter une aide extérieure ; les systèmes de coordination fonctionnent mieux aujourd'hui.

« En février 2005, lorsque MSF [Médecins sans frontières, l'ONG médicale internationale] s'est inquiétée de l'émergence d'une crise, peu d'agences avaient suffisamment d'équipes sur le terrain pour répondre à l'appel, et il a fallu attendre juin et juillet pour qu'une mobilisation significative ait lieu », a dit Stéphane Heymans, responsable de MSF-Belgique au Niger.

Les [dynamiques de la malnutrition](#) étaient également différentes en 2005 : à l'époque, les admissions dans les centres de nutrition avaient fortement augmenté en février, tandis qu'en 2010, on a observé seulement la semaine dernière une hausse brutale de 35 pour cent par rapport à la semaine précédente, au centre de MSF à Gidan Roumji, près de Maradi dans le sud du Niger.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), qui avait mis en place des partenariats avec quelques ONG en 2005, a aujourd'hui des projets en cours avec 20 partenaires internationaux et nationaux, a dit à IRIN Félicité Tchibindat, conseillère nutrition de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Une analyse précoce des statistiques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, des prix de l'alimentation et du fourrage, et du fonctionnement des marchés céréaliers a permis d'avertir les acteurs de l'imminence d'une crise en octobre 2009, a dit Gianluca Ferrera, directeur du Programme alimentaire mondial ([PAM](#)) à Niamey.

« Mes discussions avec la communauté humanitaire indiquent que la coordination et la mobilisation sont bien meilleures qu'elles ne l'ont été... bien que nous puissions toujours faire mieux », a dit à IRIN John Holmes, le coordinateur des secours d'urgence des Nations Unies, lors de sa visite au Niger fin avril.

Mme Tchibindat a noté que de janvier à mi-avril 2010, l'UNICEF avait enregistré dans les centres de nutrition 50 000 enfants souffrant de malnutrition sévère – soit environ 11 500 par mois. Ce chiffre est significativement plus élevé qu'en 2009, mais la hausse n'est tout de même pas aussi forte qu'en 2005, a-t-elle dit.

Plus de la moitié de la population du Niger a besoin d'aide humanitaire, et quelque 378 000 enfants sont actuellement exposés à un risque de malnutrition sévère.

**Eviter  
interventions  
irréfléchies**

**les**

« Nous sommes loin d'atteindre un niveau de ressources adéquat... il faudrait que davantage de bailleurs non traditionnels interviennent »

« Les agences doivent tenir compte du fait que les situations d'urgence ne sont jamais identiques, et que la situation d'aujourd'hui est différente de celle de 2005 », a dit M. Heymans, de MSF. Bien que le déficit alimentaire soit beaucoup plus élevé – 30 pour cent – la nourriture est disponible sur les marchés, alors que ce n'était globalement pas le cas en 2005.

En 2005, le Niger avait continué à exporter des céréales, tandis que les importations du Mali, du Burkina Faso et du Nigeria avaient cessé ou décliné ; aujourd'hui, les céréales entrent dans le pays parce que la production alimentaire régionale a été bonne et que les taux de change entre le naira nigérian et le franc CFA utilisé au Niger sont favorables, a dit Malik Allaouna, responsable régional des urgences à Save the Children, une organisation de promotion des droits de l'enfant.

Après trois années de mauvaise production, les prix alimentaires ont atteint un niveau

inabordable pour les familles pauvres. « Le pouvoir d'achat doit être pris en compte comme un indicateur clé de la sécurité alimentaire... Les déficits de production ne reflètent qu'un certain aspect de la réalité, et ne conduisent pas toujours à la réponse la plus adaptée », a-t-il dit à IRIN.


« Nous aimerions que davantage d'activités [telles que des transferts] d'espèces soient mises en place, car [elles sont] plus efficaces et beaucoup plus rapides que les distributions alimentaires, et pourraient dynamiser le marché, et ainsi encourager la poursuite des importations ».


M. Ferrera, du PAM, a dit à IRIN que l'on avait toujours tendance à comparer une crise à une autre, mais qu'il était « prématuré et risqué de dire si [la situation] était plus ou moins grave qu'en 2005... la seule chose que nous savons, c'est que nous sommes confrontés un gros problème aujourd'hui ».


## Financements


Les bailleurs réagissent plus rapidement en 2010 qu'ils ne l'avaient fait en 2005 – à l'époque, de nombreuses ONG avaient manqué de financements jusqu'en août – a dit M. Sayce, de CARE, mais on s'attend à ce que cette crise culmine en juin et juillet, ce qui signifie qu'une mobilisation plus rapide et de plus grande envergure est nécessaire aujourd'hui.

### Lisez Plus

 [Un plan d'urgence de 190 millions de dollars pour endiguer la crise](#)

 [Se préparer à gérer l'afflux d'enfants malnutris](#)

 [Pourquoi la malnutrition est-elle récurrente ?](#)

 [Un besoin urgent d'agir pour éviter une catastrophe](#)

[L'appel humanitaire conjoint](#) des Nations Unies et des ONG pour le Niger en 2010 n'est financé qu'à hauteur de 30 pour cent, et les fonds alloués ciblent la sécurité alimentaire, tandis que la nutrition, l'eau, l'assainissement et la coordination ne reçoivent aucun financement.

M. Sayce a dit que certains bailleurs, dont le Département britannique pour le développement international (DFID), avaient réagi plus rapidement grâce à de nouveaux mécanismes de financement tels que le

[West Africa humanitarian response fund](#), mais a noté que les bailleurs allouaient une grande partie de leurs ressources à Haïti.

Mme Tchibindat a dit à IRIN que bien que les financements de l'UNICEF soient arrivés rapidement, « il y a des lacunes [dans le financement]... mais le Niger est tout de même en meilleure position que le Tchad, où les bailleurs et les ONG sont peu nombreux ». L'UNICEF est confronté à un déficit de promesses de don de cinq millions sur les 23 millions demandés, mais seulement 56 pour cent des financements demandés sont déjà disponibles.

D'après M. Ferrera, du PAM, les bailleurs s'engagent bien dans le pays, mais, a-t-il dit, « nous sommes loin d'atteindre un niveau de ressources adéquat... il faudrait que davantage de bailleurs non traditionnels interviennent ».

Jusqu'à présent, le PAM a prévu 80 000 tonnes métriques d'aide alimentaire, alors que les besoins estimés s'élèvent à 162 000 tonnes métriques ; d'après l'agence, le gouvernement

dispose de 20 000 tonnes métriques supplémentaires.

## **Mobiliser**

## **lentement**

Les agences se préparent beaucoup plus rapidement qu'en 2005, et les premières distributions alimentaires à des enfants âgés de six à 23 mois ont commencé le 28 avril dans le village de Koleram près de Zinder, dans le sud du Niger, d'après l'UNICEF et le PAM.

Cependant, « Le [processus des distributions alimentaires] est tout de même trop lent, étant donné que les acteurs connaissent l'existence de la crise depuis octobre », a dit M. Heymans, de MSF. D'après le bureau du PAM en Afrique de l'Ouest, il est difficile, d'un point de vue logistique, d'acheminer l'aide alimentaire jusqu'au Niger, un pays qui n'a pas d'accès à la mer.

Un représentant d'une ONG, qui a souhaité garder l'anonymat, a dit qu'il était difficile de savoir où et quand l'aide alimentaire du PAM arriverait – un leadership humanitaire plus fort, sous la forme d'un coordinateur des urgences humanitaires désigné pourrait selon lui donner aux agences et aux bailleurs l'impulsion dont ils ont besoin, et favoriser le partage de l'information et la coordination entre les agences impliquées.

Mme Tchibindat, de l'UNICEF, aimerait que la gestion de la crise soit examinée d'un point de vue plus large. « Nous tirons les leçons de 2005 au Niger, mais il faudrait les appliquer au reste de la région du Sahel, qui connaît aussi des crises actuellement, et où les bailleurs et les acteurs humanitaires sont moins nombreux ».

## **II/ Coupures de presse nationale (voir document attaché)**

